rien de contraire à la constitution, et que cette loi de janvier avait été portée selon les formes demandées par la constitution.

« Mais ce n'est pas une loi, disait Palacio, c'est un instrument pour couper la tête de l'ennemi partout où on le trouve, même désarmé, même rendu. »

De toutes les réponses qui leur furent faites, je retiens celle où Lerdo disait qu'on ne saurait être trop sévère pour décourager les ennemis du PROGRÈS ET DE SES INSTITUTIONS. Ainsi, c'étaient le progrès et ses institutions que ces gens-là représentaient, et par une telle loi !

Autour de Palacio et de la Torre, ces journaux dont nous avons déjà donné des extraits, et d'autres encore, chantaient toujours les louanges de l'héroïsme du Mexique, et ils encourageaient le monde entier à se confier à sa générosité, à sa bienveillance, à sa magnanimité ! La générosité de Juarez ! la

bienveillance de Lerdo ! la magnanimité de l'homme de San-Jacinto ! l'héroïsme de ces soldats dont Lopez fut le seul grand capitaine !

Les avocats virent donc bien que l'on voulait condamner Maximilien. « Cette condamnation n'était-elle pas honorable pour le pays et pour le parti libéral ; n'était-ce pas illustrer à jamais le Mexique et faire peser sa main puissante sur la France, sur l'Europe entière en courbant la tête de ce prince européen ? L'on pouvait accorder cette satisfaction à une armée enivrée d'une si merveilleuse victoire. »

Les avocats espérèrent-ils que l'on se bornerait à la condamnation sans aller jusqu'à l'exécution ? Ils connaissaient, je crois, trop bien leurs amis de *los supremos poderes* pour persister longtemps dans cet espoir.

Ils commencèrent toutefois à agir pour obtenir la grâce de Maximilien. On leur ré-

CAPILLA ALFONSINA

pondit fort ingénument qu'il était sage d'attendre que l'accusé fût condamné avant d'agiter cette question.

Mais comme il y avait 75 lieues entre San-Luis-de-Potosi, où se trouvait Juarez, et Queretaro, où se trouvait Escobedo, et comme l'homme de San-Jacinto avait le droit de faire exécuter les condamnés à l'heure même, ils ne jugèrent pas les précautions superflues. Ils insistèrent, firent un mémoire où ils développaient toutes les considérations d'équité et de politique qui pouvaient s'opposer à la mort de Maximilien. Ils démontrèrent sa parfaite bonne foi, son inaltérable douceur, sa bonne volonté en toute chose, son amour sincère du progrès, de la liberté et de la nation qui l'avait adopté.

On continua de leur répondre avec la même ingénuité qu'il fallait attendre la condamnation. On ajoutait toutefois, vaguement et en procédant par hypothèse, des considérations sur l'équité, le progrès et sur la magnanimité, considérations qui ne laissèrent pas de doute sur le désir de fusiller Maximilien.

Les avocats continuèrent leurs efforts en désespérant. Ils essayèrent d'intéresser l'armée à une démarche généreuse. Quelle générosité attendre de gens qui avaient toujours été battus, excepté quand ils avaient acheté l'ennemi? Ils ne trouvèrent pour les seconder que le jeune, intelligent et chevaleresque Trevino ! Que pouvait un homme, si estimé qu'il fût, contre toutes les passions, hautes et basses, qui demandaient du sang d'Européen, de prince, de Français?

A Queretaro tout s'assombrissait. Le 7, on avait expulsé tous les étrangers. Le 10, on apprenait que l'armée se prononçait de plus en plus pour la mort de l'empereur et des généraux prisonniers.

On songe alors dans l'entourage de Maxi-

CAPILLA ALFONSINA

lien plus que jamais à la fuite et on exagère la maladie de l'empereur pour rendre cette fuite moins vraisemblable. Faible ruse qui ne trompait pas ces fils d'Indiens, le plus rusé peuple du monde.

Les nouvelles les plus désespérantes arrivent de San-Luis.

Maximilien reste calme au milieu de ces angoisses. Il est convaincu qu'on le fusillera. « Depuis le commencement, je ne m'attends pas à autre chose. Je me suis préparé déjà deux fois à mourir. »

Il commence à pénétrer le caractère mexicain. Il ne se refuse pourtant à aucune tentative de salut. Entre temps, il accepte une ombre d'espérance.

Vers cette date, par exemple, il dit un jour à M. Hoorickx : « Écrivez au commandant de *l'Élisabeth* qu'il me prépare une chambre à bord. »

M. Hoorickx représenta que cela était fort

inutile, même dangereux. Cette lettre serait évidemment surprise, le complot pour la fuite découvert, et les dissidents ne manqueraient pas cette occasion — qu'ils cherchaient : du moins on en était alors convaincu, tant ils semblaient se mettre en dehors de toute loi sociale et humaine — de faire fusiller les membres du corps diplomatique.

Le bon Maximilien n'insista pas. Il songea à son testament. La postérité, c'était sa grande préoccupation, et, dans ce temps lâche où nous vivons et où nous sommes si étroitement attachés à la glèbe de la petite besogne du jour, cette préoccupation est ce qui doit surtout l'élever et le rendre vénérable à nos yeux.

Il confia la mission d'écrire les événements de son règne à Ramirez, et au prince de Salm-Salm pour ceux de ces événements qui s'étaient passés à Queretaro. Il avait d'abord

CAPILLA ALFONSINA

adjoint à ces deux personnages le P. Fischer. Un des diplomates, je crois que ce fut le ministre belge, lui fit remarquer que ce prêtre n'avait pas une réputation qui le rendît digne d'un tel office. Son nom fut effacé.

Un personnage, que je ne nomme pas, avait précédemment proposé, pour cette œuvre, le prince de Joinville.

« Non, non, reprit vivement Maximilien, Joinville ferait un pamphlet contre l'empereur Napoléon, en ménageant la France; c'est ce que je ne veux pas. »

Maximilien paraissait convaincu que Napoléon III personnellement avait été sincère et ardent dans le désir de sauver le Mexique de la ruine et de l'anarchie, et qu'il devait la perte de son trône et de sa vie à l'opinion publique française, aveuglée, excitée par l'opposition. Il ne voulait donc pas faire retomber sur Napoléon tout le poids de l'échec.

Un autre détail de ce testament montre bien ce dilettantisme que le pauvre prince garda jusque dans les apprêts de la mort. Il voulait laisser une certaine somme au fiscal qui avait soutenu l'accusation contre lui. Un des diplomates lui fit observer que ce legs, sans doute, était digne de Louis XVI, mais que toutefois il valait mieux ne rien léguer à un pareil *drôle* — les diplomates n'avaient pas pris pour les Mexicains plus de tendresse que les soldats — et réserver l'argent pour les enfants, les veuves de ceux qui étaient morts en défendant la cause impériale et pour le payement des dettes qu'il avait contractées. L'empereur céda à contre-cœur. On recherchera sans doute, un jour, comment ses héritiers ont rempli ces devoirs.

Le 11, on apprit que l'étrange conseil de guerre dont nous avons parlé devait tenir ses séances au théâtre de la ville et siéger sur la scène.

CAPILLA ALFONSINA

Tous ceux qui entouraient Maximilien comprenaient ces efforts auxquels se livraient sans repos la vanité et la haine des Mexicains. Il s'agissait de bafouer, de ridiculiser, de déshonorer, si l'on pouvait, comme bientôt de torturer, de faire mourir dix fois ce prince, aujourd'hui affaibli, malade, prisonnier, mais dans lequel ces Mexicains voyaient toujours le représentant de cette poignée de Français qui les avait battus, conquis, mis en fuite et rejetés, malgré les distances et les déserts, jusqu'aux frontières des États-Unis. Maximilien devina bien, lui aussi, que c'était là le mobile et le but. Il refusa de se rendre sur cette scène. Il y laissa les juges. Les auditeurs avaient le parterre et les loges.

La sanglante farce devait commencer le 12.

Ce n'était pas, avons-nous dit, sa conclusion qui préoccupait l'empereur; il avait une autre pensée qui lui tenait au cœur. Lui,

comme tous ses amis, comme ses avocats, qui nous le disent avec une satisfaction de vanité patriotique mal dissimulée, étaient surpris de n'apprendre rien de l'Europe. Comment! toutes les puissances européennes l'avaient reconnu, tous les princes d'Europe étaient ses alliés ou ses parents; c'était pour eux, en songeant à eux, qu'on l'écrasait; et nul ne parlait! Tous l'abandonnaient aux mains de ces sauvages. Nul ne protestait, nul n'envoyait même une phrase à son aide.

Il ignorait que tous, au contraire, s'étaient agités et avec zèle; mais l'entremise avait été confiée aux États-Unis, les seuls qui parussent en situation de la faire valoir, et elle s'était arrêtée là. Les Yankees avaient-ils accepté la mission pour l'escamoter, pour en annihiler les résultats?

C'est encore ici une des parties douloureuses de ce récit, et je voudrais pouvoir me

taire, par respect pour ce peuple en qui l'on doit admirer l'énergie de l'humanité; mais je n'ai pu garder aucun doute : c'est aux États-Unis surtout qu'il faut attribuer le meurtre de Maximilien.

J'espère pouvoir un jour démontrer, par une preuve matérielle, que ce meurtre, ils l'ont conseillé. Aujourd'hui je peux seulement prouver qu'en faisant signe, — un signe presque imperceptible, — de le vouloir déconseiller, ils ont travaillé de telle sorte qu'il arrivât.

Ce meurtre, ils le désiraient. C'étaient bien eux qui avaient été attaqués, humiliés par l'expédition française et par Maximilien. Ils avaient été arrêtés dans l'exécution d'un plan de conquête qui est tout leur avenir, humiliés dans un orgueil qui est toute leur énergie présente. Pour chasser Maximilien et les Français, ils eussent aventuré leur dernier homme et leur dernier dollar! et on les

avait attaqués et humiliés au moment où ils n'avaient ni un homme ni un dollar à mettre au service de leur puissance et de leur honneur. Enfin, ils avaient renvoyé les Français agresseurs, mais il fallait étendre et marquer leur victoire, il fallait imprimer dans le sang d'un roi, d'un protégé de la France, ce soufflet qu'ils avaient donné à la France impériale. C'étaient eux surtout qui avaient intérêt à mettre ce cadavre, le plus noble et par là le plus significatif, à la vue éternelle de tout Européen qui songerait jamais à venir arracher aux Yankees un lambeau, si petit qu'il fût, de l'Amérique.

Aussi, quand on avait parlé au Sénat, le seul directeur de la politique étrangère, du sort de Maximilien et du devoir de lui sauver la vie, le Sénat avait répondu que Maximilien était un flibustier et que les États-Unis n'avaient aucune raison de vouloir qu'il ne subît pas le sort des flibustiers.

CAPILLA ALFONSINA

Cette doctrine sauvage pouvait se soutenir soit au Capitole, soit entre les grogs et les cigares, chez Romero; mais Seward ne pouvait l'exprimer aussi sénatorialement aux représentants du frère, de la cousine, de l'allié intime de Maximilien, aux représentants de l'Autriche, de l'Angleterre, de la France. Il y fallait quelque hypocrisie.

Il écrivit ostensiblement à M. Campbell, ambassadeur des États-Unis auprès de Juarez, et lui enjoignit de réclamer la vie sauve pour l'empereur. Secrètement, que lui écrivit-il? C'est ce que nous ne savons pas encore exactement.

Campbell répondit qu'il n'avait pas le moindre désir de faire une telle démarche, et qu'il aimait mieux faire un voyage d'agrément à la Nouvelle-Orléans, où il se rendait de ce pas. Toutefois, il consentit à écrire une lettre à Juarez.

Cette lettre, il l'écrivit; il y disait d'un ton

très-doux que les États-Unis ne seraient pas très-contents de voir les républicains du Mexique se conduire comme des sauvages. Cette lettre eût suffi pour faire fusiller Maximilien, quand il n'y eût pas eu cent autres raisons. Campbell savait bien que c'était tout simplement exalter jusqu'au délire la faiblesse vaniteuse de ces héros; c'était leur fournir l'occasion de fanfaronnades, de rodomontades; c'était, pour les *supremos poderes*, l'irrésistible tentation de montrer à leurs triomphants sujets, aux vainqueurs de Queretaro, que l'on pouvait résister à tout, même aux Yankees, et que l'on allait repousser les États-Unis comme on avait repoussé l'Europe coalisée! On allait faire cette démonstration sans danger, car Juarez connaissait à merveille le sentiment intime du gouvernement des États-Unis.

Ainsi, quand Juarez eût voulu songer à gracier Maximilien, cette lettre l'en eût

empêché, car cette lettre eût fait dire aux journalistes et à l'armée du Mexique qu'on reculait devant ces Yankees.

D'ailleurs, dans le cas probable qui était que Juarez ne songeait pas à faire grâce, Campbell savait bien que ce n'était pas avec une lettre qu'il l'eût fait changer d'avis; car, avec les Mexicains, il ne faut point écrire, parlementer, *palabrar*, mais agir de près et *manu forti*. Encore une fois Seward et Campbell le savaient mieux que personne.

On comprendrait aisément tout cela si je pouvais mettre sous les yeux les nombreux, présomptueux et pompeux articles des gazettes mexicaines sur la NOTA DE CAMPBELLO.

J'espère, je le répète, connaître un jour ce qui était écrit entre les lignes de cette *nota*. Mais, si l'on veut les deviner, on peut lire la lettre d'un personnage notable qui résume ainsi, et qui a le droit de

le faire, l'opinion des États-Unis en cette affaire :

« ... Le gant jeté par l'Europe a été relevé, les menaces ridiculisées et les atteintes punies. Maximilien, coupable du crime de lèse-majesté populaire, a été puni... Rien de plus simple et de plus naturel...

« La condamnation de Maximilien est un acte politique mûrement conçu et froidement accompli avec l'approbation du parti républicain des États-Unis tout entier. Or le parti républicain, c'est le parti qui est au pouvoir...

« La tête de Maximilien est au nouveau monde ce que fut celle de Louis XVI à l'ancien. Les Bourbons ne se sont jamais relevés en France, la monarchie ne se relèvera jamais en Amérique.

« Si l'Europe n'en est pas convaincue, qu'elle essaye de nouveau. Nous sommes prêts. »